

Monsieur Imran Khan
Chef du gouvernement
de la République islamique du Pakistan
Bureau du Premier ministre
Constitution Avenue
Islamabad, Pakistan

Paris, le 31 juillet 2019

Monsieur le Premier ministre,

En visite officielle aux Etats-Unis, la semaine dernière, vous avez répondu en ces termes à une question concernant de récentes attaques contre la liberté de l'information dans votre pays : *“Le Pakistan dispose d'une des presses les plus libres du monde. [...] Dire qu'il y a des restrictions contre la presse pakistanaise est une blague.”*

Pour les journalistes de votre pays, Monsieur le Premier ministre, cette *“blague”* n'a rien d'humoristique. Vous affirmez que la presse pakistanaise est l'une des plus libres au monde. Elle serait *“bien plus libre qu'au Royaume-Uni”*, avez-vous cru bon d'ajouter lors d'une autre session d'échanges.

De deux choses l'une : soit vous êtes très mal informé, auquel cas il apparaît urgent de renouveler votre entourage ; soit vous occulter sciemment la réalité, ce qui est grave au regard de vos responsabilités.

Quelques heures à peine avant votre atterrissage sur le sol des Etats-Unis, la principale chaîne d'information pakistanaise, *Geo News*, était une nouvelle fois censurée. Vos concitoyens, qui essayaient d'obtenir une information indépendante sur ce voyage d'intérêt public, n'ont trouvé qu'un écran noir en cherchant le canal de la chaîne.

Il y a un mois, c'est une interview de l'ancien président, Asif Ali Zardari, diffusée sur la même *Geo News*, et menée par le journaliste de renom **Hamid Mir**, qui a été coupée des ondes après quelques minutes sans la moindre explication. Contacté par RSF, l'intervieweur assure que c'est bien vous qui êtes à l'origine de cette censure brutale et totalement arbitraire.

Le 8 juillet dernier, trois autres chaînes d'information, *AbbTakk TV*, *24 News* et *Capital TV*, ont été brutalement supprimées des réseaux câblés pendant plusieurs jours, sans que leur direction en soit avertie. **Najam Sethi**, un célèbre journaliste qui collabore notamment à *24 News*, a confirmé auprès de RSF que la coupure des trois chaînes était en réalité un acte de représailles lié à la couverture d'une conférence de presse de Maryam Nawaz Sharif, une autre figure de l'opposition à votre parti.

Ces cas de censure éhontés, qui mettent gravement en péril l'indépendance et le pluralisme journalistiques, sont caractéristiques des régimes non-démocratiques. Il y a un an, vous avez remporté les élections générales en répétant durant la campagne les slogans *“Tabdeeli!”* (le changement) et *“Naya Pakistan!”* (un “nouveau Pakistan”).

Force est de constater qu'en termes de liberté de la presse, le changement en question est pour le pire. Situé à la 142e place sur 180 pays dans le Classement mondial de la liberté de la presse publié par RSF, votre pays a perdu trois places par rapport à 2018. Et les événements de ces derniers mois n'incitent pas à l'optimisme concernant ce “nouveau Pakistan”.

Le 4 mai dernier, le président du club de la presse de Padidan, dans la province du Sindh, **Ali Sher Rajpar**, était abattu de cinq balles tirées à bout portant. Se sentant menacé après avoir publié des articles dénonçant la corruption locale, il avait demandé la protection de la police. En vain.

Quatre jours plus tôt, un autre journaliste pakistanais, **Malik Amanullah Khan**, été assassiné de quatre balles dans le district de Dera Ismail Khan, dans le nord du pays. Il était lui-même président du Club de la presse de sa ville de Parowa.

En juin, c'est le journaliste et blogueur **Muhammad Bilal Khan**, dont la chaîne Youtube comptait plus de 50.000 abonnés, qui a été sauvagement tué à l'arme blanche. L'une de ses dernières vidéos portaient sur l'un de vos discours et, dans l'un de ses derniers tweets, il émettait des critiques à l'encontre de l'Inter-Services Intelligence (ISI), vos services de renseignement. Dans ces trois cas, la police n'a procédé à aucune arrestation.

Lorsqu'ils ne sont pas visés physiquement, les reporters qui franchissent certaines lignes rouges sont l'objet de harcèlement judiciaire, comme le journaliste d'investigation **Shahzeb Jillani**, poursuivi en avril pour "cyberterrorisme", en raison d'un tweet dans lequel il mentionnait, lui aussi, un agent de l'ISI.

Même le prestigieux quotidien *Dawn*, fondé par le père de la nation Muhammad Ali Jinnah dans le cadre de la lutte contre le colonialisme britannique, fait l'objet de lourdes pressions économiques. Depuis le 24 avril, il est privé de tout revenu publicitaire issu des annonces de votre gouvernement. Selon les sources de RSF, cette décision arbitraire a été prise en représailles à un article publié la veille concernant une conférence de presse que vous avez tenue à Téhéran, durant laquelle vous avez reconnu que des combattants basés au Pakistan avaient été impliqués dans des attaques sur le sol iranien. En d'autres termes, votre gouvernement ne tolère pas que la presse répète dans votre pays ce que vous-même affirmez à l'étranger.

Au vu de cette récente recrudescence de violations de la liberté d'informer, dont la liste n'est pas exhaustive, vous comprendrez, Monsieur le Premier ministre, que parler d'"*une des presses les plus libres au monde*" relève clairement de l'indécence.

Nous demandons par conséquent à votre gouvernement de laisser les journalistes pakistanais exercer leur profession en toute sécurité et en toute indépendance, comme le prévoit l'article 19 de la Constitution de 1973.

Il en va de la crédibilité de l'Etat de droit et de la démocratie pakistanaises.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de mes salutations.



Christophe Deloire
Secrétaire général
Reporters sans frontières